

Pour une vaste offensive altermondialiste en Europe

Pour rompre avec les contraintes politiques européennes, nous devons donner de la consistance aux alternatives sociales et politiques qui naissent un peu partout dans l'UE et renverser l'ordre juridique européen. Parmi tous les projets de rupture, il en est un prioritaire : l'UEM (Union Economique et Monétaire).

Détours émancipateurs.

En 1985, Jacques Delors, nouveau président de la commission européenne, accepte très vite d'endosser l'objectif politique prioritaire de l'ERT (European Round Table) : instaurer un marché unique. Non seulement ce club fermé de 45 chefs de grandes entreprises européennes, fixe les objectifs de l'UE, mais aussi le calendrier. La commission et le conseil s'exécutent et le traité de l'Acte unique européen sera signé en février 1986.

En juin 1985, l'ERT avait publié un texte : «changing scales (changer d'échelles) Le patronat européen y dévoilait sa stratégie. A l'échelle européenne, il serait simple pour lui d'imposer facilement ses idées, puisqu'il n'existe aucun contre-pouvoir, ni politique, ni social, qui puisse s'opposer à ses projets qui deviendront très vite des propositions de la commission, puis des décisions européennes.

Du point de vue politique, il n'existe pas de peuple européen, ni même d'espace public européen dans lequel les citoyens peuvent s'opposer à la marchandisation généralisée, qui s'est accélérée depuis l'Acte unique.

Du point de vue social, la création de la CES en 1973 qui pratique avec beaucoup d'assiduité « le dialogue social européen », est un moyen de contrôler les mouvements sociaux en Europe, d'empêcher un amalgame des mécontentements et des oppositions à l'UE, telle qu'elle existe.

Depuis l'Acte unique européen, l'histoire de la construction européenne valide la stratégie de l'ERT. Par l'élargissement et l'approfondissement de la CEE, devenue l'UE, en 1992, le patronat européen a pu imposer dérégulations, déréglementations et concurrence entre peuples et citoyens européens.

Attac depuis sa création, s'est opposée à cette dérive libérale voulue par l'ERT, et relayée par des gouvernements et les institutions européennes. Les crises politiques, financières, économiques et sociales dans lesquelles l'UE s'enfonce depuis 2008, nous montrent que les miracles irlandais ou espagnols n'étaient que des illusions. Que le projet européen depuis la signature de l'Acte unique a accéléré le processus de destruction des sociétés européennes. Le défi pour les Européens est immense, il faut reconstruire les sociétés européennes.

Il est temps pour Attac de mettre en application, concrètement, l'un des mandats de son rapport d'orientation : « *s'affranchir de toutes les contraintes juridiques qui imposent des politiques libérales et que toutes les convergences possibles soient recherchées pour que ces contraintes soient aussi abolies au niveau européen* ».

Reconstruisons l'UE à partir des actuelles et futures mobilisations des communautés politiques et sociales : les Etats. Pour cela, nous devons, au niveau national, dans tous les pays de l'UE où cela sera possible, et au-delà sur l'ensemble du continent européen et le pourtour méditerranéen, proposer des points de rupture que porteront des gouvernements progressistes, soutenus par les populations. Leur programme politique sera clairement de rompre avec la logique néolibérale. Ce détour par les ruptures nationales, ouvrira la voie à l'amalgame d'alternatives politiques pour une

réelle refondation du projet politique européen. Cet amalgame permettra, d'une part de créer un réel espace public européen, et d'autre part d'ouvrir la perspective d'une véritable émancipation politique des dogmes européistes.

L'objectif est de construire une coopération et une réelle solidarité entre peuples européens. Ce nouveau projet politique européen pourra difficilement se réaliser à 27. On ne peut donc réellement le concevoir, dans un premier temps, qu'à partir d'un nombre réduit de peuples.

De nombreuses ruptures peuvent être déclinées, mais il en est une qui surplombe toutes les autres, que l'on ne peut esquiver : l'Union économique et monétaire.

Rompre avec l'UEM.

Tous les sacrifices demandés aux citoyens européens le sont au nom de la sauvegarde de l'UEM. Pour les institutions européennes, gouvernements et principaux partis représentés au Parlement européen, il faut sauver l'édifice de Maastricht (traité de Maastricht + Pacte de stabilité + TSCG+ ...).

Depuis le début de la crise de 2008, et l'envol des déficits budgétaires, les gouvernements européens avec la participation active de la troïka européenne (le Parlement européen, la commission, et les BCE), ont imposé un nouveau traité pour renforcer le contrôle sur les budgets des Etats membres. Le TSCG, signé en 2011, ratifié en 2012, introduit des dispositions punitives automatiques pour les Etats qui ne respecteraient pas les règles de l'ordo-libéralisme. Ce traité introduit, pour la première fois dans les institutions européennes, des mesures qui privent les gouvernements de choisir les politiques publiques les plus adaptées aux besoins sociaux librement choisies par les peuples.

Avec le TSCG on a cru que la dérive autoritaire de l'ordo-libéralisme européen avait atteint son niveau maximal. Quelques heures avant le sommet européen du 18 octobre 2012, la chancelière A.Merkel déclarait devant le Bundestag : *« je le dis au nom de l'ensemble du gouvernement allemand, nous pourrions faire un pas en avant en accordant à l'Europe un véritable droit d'ingérence sur les budgets nationaux quand ils ne respectent pas les limites fixées par le pacte de stabilité »*. Les politiques d'austérité et de récession sociale sans fin s'annoncent donc comme le cadre institutionnel dans lequel les peuples européens vont être broyés.

Il est temps de rompre avec ce cadre juridique et politique.

Dans le cadre institutionnel européen aucune possibilité d'amender la direction ordo-libérale n'est possible, puisque les pays qui auraient pu changer le cap ont été impuissants à contre balancer l'idéologie dominante. La France est l'un des pays de l'UE qui pouvait être en situation politique de proposer un contre-modèle européen. F.Hollande s'était engagé à renégocier le TSCG. Le texte initial est resté inchangé.

Les peuples européens ne peuvent donc espérer le moindre changement d'orientation politique de l'UE, dans le cadre des institutions et du jeu politique européens. Le combat des altermondialistes, au sein de l'UE, doit donc clairement s'organiser en tenant compte de cette réalité, en rupture avec ce cadre. Ils doivent, avec toutes les forces sociales et politiques qui le souhaitent, proposer des pistes pour s'affranchir des ces contraintes juridiques de plus en plus pesantes, anti-sociales et anti-démocratiques.

Dénoncer clairement l'UEM, pour en faire un sujet majeur de rupture avec l'actuel UE, est une piste que nous devons travailler, dans tous les Etats de l'UE. Syriza en Grèce a commencé ce travail en dénonçant les mémorandums imposés par la troïka. En dénonçant les mémorandums, Syriza savait

qu'elle serait très rapidement en situation de devoir s'opposer à l'UEM, telle qu'elle existe. Dans tous les Etats de l'UE, des forces progressistes de gauche doivent proposer concrètement ces ruptures, pour reconstruire, à la base, la solidarité et la coopération européenne entre peuples européens qui la souhaitent.

On le voit tous les jours, dans tous les pays européens (dans l'UE ou hors de l'UE), l'échelle nationale est celle des mobilisations sociales et politiques. Le patronat européen a compris que l'échelle européenne était pour lui l'espace géographique idéal pour imposer ses idées. Depuis 1985 ce changement d'échelle lui a permis de gagner toutes les batailles qu'il a entreprises, puisqu'il n'a essuyé aucune opposition sérieuse à ses offensives.

Nous devons donc nous battre, avec les forces sociales et politiques des nations européennes, qui veulent agir efficacement contre le corset libéral de l'UE. Travaillons à la fédération les peuples européens autour de nouvelles solutions pour sortir de la crise. Un nouveau projet européen peut se dessiner, autour de quelques idées fédératrices de solidarité avec les populations les plus touchées par la dérive autoritaire de l'UEM, principalement ceux du Sud de l'Europe :

-Suspension des mémorandums imposés par la troïka dans tous les pays qui en sont les victimes.

-Audit des dettes publiques : création d'une commission de contrôle de la dette, sous contrôle citoyen, dans tous les Etats dans lesquels les gouvernements auront imposé un moratoire au remboursement de la dette publique.

-Contrôle public du système bancaire.

-En cas de refus de la BCE, les banques centrales nationales émettront de nouveau librement la masse monétaire nécessaire à la sauvegarde du « modèle social européen » et aux investissements.

-Permettre aux Etats la possibilité d'instaurer un contrôle des changes pour interrompre la libre circulation des capitaux.

Réerves de Verveine Angeli.

Je maintiens un désaccord profond avec une grande partie du texte, Pour le reste, je partage l'essentiel de ce qui est dit sur la critique des traités, le caractère profondément non amendable de l'Union actuelle. Je partage aussi l'idée que les mouvements demeurent des mouvements qui s'expriment dans des cadres nationaux, et que la remise en cause de l'Union et de ses politiques devra bien partir de quelque part.

- pour moi, la lecture de l'histoire est simplifiée, elle fait abstraction en particulier de la chute des démocraties populaires et du formidable encouragement que cela a constitué pour le projet néolibéral. A mon sens, le véritable démarrage de l'Europe que nous connaissons aujourd'hui a d'abord été permis par cet événement même si le néolibéralisme était préexistant (à preuve la politique de Thatcher). Cette absence de nuance n'est pas anecdotique. On pourrait en conclure, même si ce n'est pas nécessairement la volonté des auteurs, que si le projet pose problème depuis le début, c'est qu'aucun projet européen ne peut avoir un sens progressiste jamais, plutôt que de donner nos conditions pour que ce soit le cas.

- mais le point le plus important demeure que nous proposons une stratégie pour le mouvement altermondialiste (le titre du texte est Pour une vaste offensive altermondialiste en Europe) qui est : "Pour cela, nous devons, au niveau national, dans tous les pays de l'UE où cela sera possible, et au-delà sur l'ensemble du continent européen et le pourtour méditerranéen, proposer des points de

rupture que porteront des gouvernements progressistes, soutenus par les populations. Leur programme politique sera clairement de rompre avec la logique néolibérale. Ce détour par les ruptures nationales, ouvrira la voie à l'amalgame d'alternatives politiques pour une réelle refondation du projet politique européen. Cet amalgame permettra, d'une part de créer un réel espace public européen, et d'autre part d'ouvrir la perspective d'une véritable émancipation politique des dogmes européistes."

Le nous est étonnant d'ailleurs, car nous sommes Attac France et pas obligatoirement porteurs de propositions dans des pays où d'autres Attac existent.

Je suis comme tout un chacun attentive aux processus de différenciation et de radicalisation politique, et je suis convaincue que si un gouvernement progressiste prenait la direction d'un pays comme la Grèce par exemple, cela changerait la donne de façon extrêmement positive et donnerait aux mouvements sociaux des ailes pour aller de l'avant. En revanche, on ne peut pas fonder la stratégie du mouvement social que nous sommes sur la victoire hypothétique (même si nous la souhaitons) d'un parti à l'autre bout de l'Europe. De plus, les mouvements sociaux en Europe, pour regarder l'Espagne ou l'Italie, prennent des tours qui sont parfois assez différents. Ils posent tous la question de la résistance et du refus des politiques et des cadres juridiques imposés par l'Union européenne, mais sans pour autant qu'il y ait des candidats crédibles à la rupture politique qui est préconisée dans le texte.

Mais ces mouvements forts se basent (en Grèce aussi) sur la mise en place de politiques alternatives de rupture avec l'organisation sociale actuelle : c'est la forme que prennent les mouvements d'autogestion en Grèce, de résistance aux expulsions en Espagne... Construire un mouvement altermondialiste en relation avec ces mouvements nous permet, au-delà de la nécessaire solidarité, de montrer ici aussi comment résister et construire de la solidarité face à la crise. C'est une question absolument décisive et incontournable car il n'y aura pas de victoire politique sans rapport de force social. Faire ce travail nous permet de ne pas faire uniquement de la dénonciation (utile mais insuffisante cf le TSCG encore), ou d'apparaître en soutien aux partis qui vont présenter des candidats aux prochaines élections en leur prodiguant nos conseils (ce que chacun peut faire individuellement par ailleurs).

Dans une échéance comme l'altersommet, la question est d'importance, irons-nous là-bas pour apporter notre soutien à Syriza et demander que tous les mouvements soutiennent une telle démarche, irons-nous pour pousser Syriza un peu plus à la rupture ? ou y allons-nous pour proposer à toutes les forces qui se rendront là-bas des objectifs communs de lutte, des éléments communs de batailles qui concernent pour partie les traités et l'UE mais pas seulement : les banques, les paradis fiscaux, les services publics, la santé, la lutte contre l'extrême droite, contre l'extractivisme, les privatisations...

Autre chose est de nous profiler pour une interpellation lors des élections européennes, mais ce n'est pas ce que le texte propose non plus.